

Former des dirigeants à l'échelle régionale et développer la recherche appliquée : telles sont les ambitions de l'Université internationale de Rabat.

La fabrique des futures élites

Servir d'ascenseur social, promouvoir la méritocratie, accompagner le développement du Maroc... La nouvelle Université internationale de Rabat (UIR), qui ouvrira ses portes en septembre 2010, ne manque manifestement pas d'ambition. Mais il n'y a qu'à examiner son tour de table pour se convaincre que le projet, chapeauté par Nouredine Mouaddib, professeur-chercheur à l'Université Polytechnique de Nantes, s'en donne les moyens.

Une université à capitaux publics...

Celui-ci regroupe d'un côté l'incontournable Caisse de dépôt et de gestion (CDG), qui y injectera 57 MDH, dont 47 dans le capital de la société foncière UIR, et les 10 restants dans le capital de la société UIR. De son côté, l'Etat entrera lui aussi dans le capital de l'UIR, mais via l'apport d'une parcelle de terrain de 20 hectares, d'une valeur estimée à 40 MDH. Du coup, la participation publique dans cet ensemble atteint les 99%, le reste étant le fait d'investisseurs privés.

Le volet pédagogique est de la même eau. L'UIR s'appuie ainsi sur un consortium académique composé de plusieurs établissements universitaires, essentiellement français (Université de Nantes, Université de Rennes 1, l'Ecole des Mines ParisTech, Sciences Po Grenoble, l'ESC Rennes, l'Ecole spéciale d'architecture de Paris, L'Université de Yale...), auquel s'ajoute un consortium industriel (Thalès, Safran, Carbone Lorraine...).

Et pour cause. L'UIR proposera des formations de pointe, certaines étant prodiguées pour la première fois au Maroc. C'est le cas des pôles transport (aéronautique, automobile, naval, ferroviaire et même... spatial !), NTIC, pétrole et énergies renou-

Le Pr. Nouredine Mouaddib, président de l'UIR.



20% des étudiants auront droit à une bourse et 30 % bénéficieront d'une gratuité totale

velables, sciences politiques et relations internationales... Des formations qui viennent répondre aux besoins en ressources humaines dans les secteurs de pointe comme l'aéronautique, l'automobile ou l'offshoring.

... Mais avec un fonctionnement «privé»

L'UIR a beau être à capitaux publics, elle n'en sera pas moins une université

«privée», c'est-à-dire payante, avec des frais de formation qui devraient avoisiner les 90.000 DH par an. Pour autant, la moitié des inscrits ne s'en acquitteront pas en totalité : 20% des étudiants auront droit à une bourse et 30 % bénéficieront d'une gratuité totale. On s'en doute, ces derniers feront l'objet d'une sélection drastique, basée exclusivement sur les résultats scolaires. Et à en croire Nouredine Mouaddib, une attention particulière sera portée à l'intégration d'étudiants d'origine sociale modeste. L'université, comme moyen d'ascension sociale : une utopie que le Maroc a oublié depuis des décennies. L'UIR arrivera-t-elle à la ressusciter ?

Mohamed Amine Hafidi